



FICHES POUR LE DEPLOIEMENT DES REFERENTS HANDICAP DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

FICHE RESSOURCE 9 - TEXTES ET DOCUMENTS UTILES

Convention internationale des droits des personnes handicapées (CIDPH)

Le 13 décembre 2006, l'Assemblée générale des Nations-Unies adoptait la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH). Ratifiée par la France, la Convention est entrée en vigueur le 20 mars 2010.

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

Tout citoyen peut s'en prévaloir en cas de non-respect de ces droits par un texte européen. Elle réunit en un seul document les droits qui, jusqu'à présent, étaient dispersés dans divers instruments législatifs, tels que les législations nationales et de l'UE, ainsi que les conventions internationales du Conseil de l'Europe, des Nations unies (ONU) et de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'intégration des personnes handicapées est traitée au chapitre III article 26 de la charte. Depuis 2010, la France a ratifié la Convention des nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ainsi que son protocole facultatif. Cette convention a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque. Tous les 3 ans, chaque pays signataire doit rendre compte à l'ONU de la bonne application de cette Convention.

[Loi n° 2005-102 du 11 février 2005](#) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

[Loi n° 2019-828 du 6 août 2019](#) de transformation de la fonction publique, notamment ses articles 90 à 93.

[Code général de la fonction publique](#) et notamment ses articles L.131-8 à L.131-11.

[Décret n° 2006-501 du 3 mai 2006](#) modifié relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

[Décret n° 2020-523 du 4 mai 2020](#) relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap.

[Décret n° 2020-569 du 13 mai 2020](#) fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

[Décret n° 2020-530 du 5 mai 2020](#) fixant pour une période limitée les modalités de titularisation dans un corps ou cadre d'emplois de la fonction publique des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés à l'issue d'un contrat d'apprentissage.

[Circulaire du Premier ministre n° 6227-SG du 17 novembre 2020](#) relative à la mobilisation interministérielle pour un État plus inclusif

[Baromètre Emploi et Handicap](#) : le baromètre permet à un employeur, sur la base du volontariat, de publier de façon simple et rapide, des données brutes sur quelques items retenus comme indicateurs clés, permettant ainsi de manifester l'engagement inclusif de la structure.

<http://www.fiphfp.fr/Le-FIPHFP/Actualites-du-FIPHFP/Lancement-officiel-du-Barometre-national-Emploi-Handicap>

[Guide du Défenseur des droits](#) : Emploi des personnes en situation de handicap et aménagement raisonnable – décembre 2017

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/171205_ddd_guide_ame_nagement_num_accessible.pdf